

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 03/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AIRBUS ATLANTIC**

Rue de l'Aviation - BP 81925  
44340 Bouguenais

**Références :** N5-2024-1178  
**Code AIOT :** 0006300949

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Rue de l'Aviation BP 81925 44340 Bouguenais. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIRBUS ATLANTIC
- Rue de l'Aviation BP 81925 44340 Bouguenais
- Code AIOT : 0006300949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AIRBUS ATLANTIC sise rue de l'Aviation à Bouguenais, a une activité de fabrication de caissons centraux de voilure, de poutres ventrales, de rudders (gouvernails), d'entrées d'air à réacteur et de radômes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets atmosphériques
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	COHV dans l'air intérieur	AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maintenance des filtres	Règlement européen du 18/12/2006, article 60-§9-d et f	Demande d'action corrective	1 mois
6	Émissions atmosphériques de Chrome VI	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dépollution des COHV dans les eaux souterraines – zone 1	AP Complémentaire du 14/01/2020, article III	Sans objet
7	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions de dépollution doivent être poursuivies assidûment afin de la résorber entièrement à une échéance raisonnable.

Les actions de recherche de substitution des produits fortement émetteurs de COV ou de chrome VI doivent être également poursuivies.

L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Dépollution des COHV dans les eaux souterraines – zone 1**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2020, article III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>

### **Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023**

Au cours de l'inspection du 28/02/22, l'exploitant avait présenté les résultats du Test de désorption Massique (TDM) qu'il a mené en 2021 pour déterminer la masse de COHV encore présente dans le milieu afin d'optimiser le traitement. Ce TDM a mis en évidence l'absence de phases pures de COHV en grande quantité et la présence d'une unique source avec des masses de solvants chlorés importantes (quelques dizaines de kg).

A l'issue du TDM, il avait été notamment proposé :

- la poursuite du traitement en utilisant de l'eau oxygénée (oxydation chimique) ;
- 3 campagnes d'injection prévues d'ici juin 2023 (avril, septembre 2022 et février 2023),
- la réception du traitement en juin 2023.

L'inspection des installations classées a validé cette proposition dans son rapport du 14/03/22.

Les résultats de réception du traitement ont été présentés pendant l'inspection du 14/09/23 (la campagne de réception finale a été réalisée non pas en juin mais en septembre 2023). Ces résultats montrent que la poursuite du traitement par oxydation chimique entre septembre 2022 et août 2023 (4 campagnes d'injection) a permis un important abattement de la pollution au niveau de chaque ouvrage de suivi (ex : COHV totaux en P2 de 173 000 µg/l en octobre 2022 et de 69 µg/l en mai 2023).

Néanmoins, les résultats de réception de la dépollution étant présentés ouvrage par ouvrage et non en concentration moyenne de l'ensemble des ouvrages de traitement (comme cela a déjà été demandé dans le rapport d'inspection du 03/05/21), il n'est pas possible de valider par le présent rapport l'atteinte des objectifs prescrits par l'article III de l'AP du 14/01/20. Pour ce faire, il pourra être considéré les variations de concentrations en période de "hautes eaux" et de "basses eaux". En tout état de cause, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que ce même article III prescrit la validation de la dépollution par une ARR post-travaux.

Il est donc attendu que l'exploitant transmette le rapport de fin de travaux de la zone 1 accompagné d'une ARR, réalisé conformément aux prescriptions de l'article III de l'AP du 14/01/20.

#### **Constats :**

Par mail du 21 février 2024, l'exploitant a transmis le rapport de fin de travaux de la zone 1 et l'analyse des risques résiduels (ARR), laquelle conclut que les objectifs de dépollution fixés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/01/2020 sont atteints.

Par mail du 22 février 2024, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de poursuivre la surveillance de la qualité de l'air intérieur et des eaux souterraines, même si les objectifs de dépollution ont été atteints.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les zones n°3 et n°4 sont les prochaines qui seront investiguées. Des tests de désorption massique (TDM), similaires à celui réalisé au droit de la zone n°1, seront réalisés au cours de l'année 2025. À l'issue, une ARR prédictive sera réalisée et transmise à l'inspection des installations classées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant poursuit la dépollution des zones 2 à 6 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/01/2020. Notamment, il engage les investigations (tests de désorption massique) au droit des zones n°3 et n°4 et fait réaliser les Analyses de Risques Résiduels (ARR) prédictives relatives à la dépollution de ces zones.**

**Il les transmet à l'inspection des installations classées, sous forme de Porter à Connaissance, pour validation.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

## N°2 : COHV dans l'air intérieur

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impacts sur l'air intérieur
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023</b> L'exploitant a transmis avant l'inspection un document intitulé "synthèse prélèvements COHV 2022-2023" récapitulant les résultats d'analyses en COHV effectuées dans l'air intérieur des bâtiments situés au droit des 6 zones polluées mises en évidence par le plan de gestion de 2013. Les résultats concernent les 2 semestres de 2022 et le premier semestre 2023. Ces résultats "bruts" ne sont pas interprétés, ce qui ne répond pas à la prescription susvisée. Par ailleurs, l'analyse de ceux-ci par l'inspection des installations classées montre un dépassement, pour le trichloroéthylène, au droit de la zone 3 (bâtiment K33) : - de la valeur d'action rapide (VAR) définie par le Haut Conseil de la Santé Publique - HCSP ( $50 \text{ g/m}^3$ ) au deuxième semestre 2022 : $137 \text{ µg/m}^3$ mesurés ; - de la valeur repère pour l'air intérieur (VRAI) définie par le HCSP ( $10 \text{ µg/m}^3$ ) aux premiers semestres 2022 et 2023 : respectivement 12 et $20 \text{ µg/m}^3$ mesurés. Selon la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, le dépassement des valeurs précitées nécessite la mise en oeuvre de mesures de gestion (Cf. chapitre 2.4.7.a du guide d'avril 2017). Dans son avis du 09/07/20, le HCSP indique en effet que des effets sanitaires peuvent apparaître au bout de 3 ans en cas d'exposition à une concentration supérieure à $50 \text{ µg/m}^3$ et au bout de 5 ans en cas d'exposition à une concentration supérieure à $10 \text{ µg/m}^3$ . Néanmoins, le bâtiment K33 est actuellement inoccupé (ancien atelier de traitement de surfaces ayant cessé son activité en 2020). Compte-tenu de ce qui précède, l'exploitant doit tenir compte de ces résultats pour la planification des opérations de dépollution des zones 2 à 6 qu'il reste à traiter selon les prescriptions de l'article II de l'AP du 14/01/20 (voir point de contrôle n°5 du présent rapport). Les résultats de suivi de l'air intérieur doivent être interprétés en termes de risques sanitaires.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les nouvelles zones planifiées pour la dépollution du site seraient les zones n°3 et n°4, tel qu'évoqué dans le point de contrôle précédent. Toutefois, il a indiqué que les dernières mesures de la qualité de l'air intérieur réalisées mettraient en évidence des dépassements au droit de la zone n°5. Ces dépassements seraient de nature à remettre en cause l'EQRS qui a été réalisée et nécessitent une mise à jour de celle-ci. La révision a été engagée début novembre 2024. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'éléments relatifs à la qualité de l'air intérieur mesurée au niveau de la zone n°3. Les rapports de contrôle de la qualité de l'air intérieur n'ont cependant pas pu être consultés, ceux-ci étant en cours de finalisation par l'organisme de contrôle. L'exploitant s'est engagé à les transmettre dès réception.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle de la qualité de l'air intérieur réalisés en 2024 (1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> semestre), dès réception. Il les interprète et dresse un plan d'actions en cas de non-conformité. → Si les dépassements constatés au droit de la zone n°5 sont de nature à entraîner des risques sanitaires (actualisation de l'EQRS à transmettre à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais), il priorise la dépollution à cette zone et il l'intègre au protocole de dépollution démarré sur les deux autres zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N°3 : Suivi du drainage des eaux sous le bassin n°5

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2023, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

**Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023**

L'exploitant a transmis avant la visite le rapport annuel 2022 de suivi des eaux souterraines. Les deux campagnes annuelles de 2022 ont concerné le suivi des paramètres généraux sur 3 ouvrages et des COHV sur 12 ouvrages (3 piézomètres, potentiellement affectés par les opérations de dépollution de la zone 1 n'ont pas été échantillonnés).

Il convient de noter que l'AP du 02/03/23 redéfinit le positionnement de certains piézomètres de suivi du site dans le cadre du projet de réfection des bassins d'orages et de confinement du site (le nombre d'ouvrages de suivi reste identique à celui de l'AP du 28/03/17).

Concernant les COHV, les résultats mettent notamment en évidence :

- zone 2 et proche zone 5 : teneurs en somme des COHV allant jusqu'à 7 213 µg/l pour Pz-O33 et 5 321 µg/l pour Pz-R27 ;

- zone 3 : zone la plus impactée en COHV avec des teneurs allant jusqu'à 35 600 µg/l pour l'ouvrage Pz-I31 et 1 796 µg/l pour l'ouvrage Pz-O28 (aval de Pz-I31) ;

- zone 4 (proche bâtiments S22 et V24) : un impact plus marqué en Pz-U24 (teneur en somme des COHV allant jusqu'à 31 165 µg/l) qu'en Pz-W26 (teneur en somme des COHV allant jusqu'à environ 2 642 µg/l).

Les ouvrages situés en aval proche des zones d'impact (Pz-R27, Pz-O28, Pz-Y22 et Pz-ZE19) présentent des teneurs significatives, allant de quelques centaines de µg/l à plusieurs milliers (Pz-R27 - proche zone 5) voire dizaines de milliers de µg/l (Pz-ZE19 - proche zone 3).

Les concentrations précitées sont à considérer comme des zones de pollutions concentrées justifiant donc la poursuite des opérations de dépollution de la nappe.

Pour rappel, concernant les concentrations retrouvées en Pz-ZE19 (piézomètre situé proche du bassin de confinement n°5), l'AP du 02/03/23 prescrit à l'exploitant la transmission d'une étude technico-économique visant au traitement des eaux de drainage de la nappe sous le bassin de confinement, et ce, dans l'objectif de prévenir toute pollution du milieu naturel hors site par ces eaux de drainage. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que cette étude serait transmise au premier trimestre 2024 et non au 02/12/23 comme prescrit par l'AP. Ce retard est estimé acceptable.

**Constats :**

Par mail du 21 février 2024, l'exploitant a transmis l'étude technico-économique, réalisée par la société SETEC en janvier 2024, et relative au traitement des COHV issus des eaux de drainage situées au droit du bassin anti-pollution.

Cette étude conclut à la nécessité de mettre en place un système de traitement par la technique d'adsorption sur CAG (charbon actif en grains) pour toutes les eaux issues du drainage de la nappe au droit du bassin de confinement. Des essais pilotes, d'une durée de 3 à 6 mois, sont cependant nécessaires à l'optimisation de ce traitement.

Au préalable, le bureau d'études préconise la réalisation d'une étude géotechnique permettant de préciser les fondations de la dalle béton ainsi que les distances de sécurité vis-à-vis des talus des bassins notamment.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le bassin de confinement est opérationnel depuis

juillet 2023. Le relevage des eaux de drainage est effectif, pour un pompage d'environ 130 m<sup>3</sup>/j, et des mesures périodiques sont réalisées sur plusieurs points : entrée du site, station de relevage des eaux et point de rejet sortie bassin d'orage notamment.

Il a précisé que l'étude géotechnique a été démarrée récemment, mais pas les essais pilotes.

Lors de la dernière campagne de surveillance réalisée en septembre 2024, il a été constaté plusieurs dépassements :

- Entrée du site (ruisseau du Chaffault) :
  - TCE + PCE : 69.5 µg/L
  - cis1.2 dichloroéthylène : 130 µg/L
  - chlorure de vinyle : 2 µg/L
- Station de relevage :
  - TCE + PCE : 530 µg/L
  - cis1.2 dichloroéthylène : 80 µg/L
  - chlorure de vinyle : < 0.5 µg/L
- Rejet sortie bassin d'orage :
  - TCE + PCE : 70.7 µg/L
  - cis1.2 dichloroéthylène : < 0.5 µg/L
  - chlorure de vinyle : < 0.5 µg/L

Ces valeurs, notamment en TCE+PCE au point de rejet, sont supérieures à la valeur guide fixée à 10 µg/L par l'arrêté du 11/01/2007.

L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre en place, de façon urgente, le traitement des eaux issues du drainage de la nappe sous le bassin de confinement, compte-tenu des valeurs relevées. Il s'est engagé à mettre en place les essais pilotes, puis pérenniser ce traitement, dès le premier trimestre 2025.

Par ailleurs, une recherche doit être menée afin de déterminer la cause des valeurs retrouvées sur le point de prélèvement situé à l'entrée du site et ayant démontré un impact en COHV.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ L'exploitant met en place un traitement des eaux issues du drainage de la nappe située au droit du bassin de confinement n° 5. Les essais pilotes de ce traitement doivent être démarrés avant le 31 mars 2025.

Il justifie à l'inspection des installations classées la mise en œuvre de ce traitement et son caractère opérationnel dès la fin des essais pilotes.

En l'absence de justification avant le 31 mars 2025, un arrêté préfectoral de mise en demeure prescrivant l'arrêt du rejet au milieu naturel et le stockage des eaux issues du drainage pour évacuation en tant que déchet pourra être proposé.

→ Afin d'identifier la cause amont de l'éventuelle pollution en COHV du ruisseau du Chaffault, l'exploitant mène des investigations permettant d'identifier la source de celle-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°4 : Vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispersion des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023**

Le rapport d'autosurveillance des rejets de 2021 mettait en évidence des vitesses débitantes (dans



la section de mesure) inférieures à 8 m/s (pour des débits supérieurs à 5000 m<sup>3</sup>/h) pour les cabines suivantes : "ALODINE 24H" et "S22". En conséquence, à l'issue de l'inspection du 08/09/22, il a été demandé à l'exploitant qu'il indique les actions correctives qu'il va mettre en œuvre par rapport à cette non-conformité.

Dans son courrier du 21/08/23, l'exploitant indiquait :

- pour la cabine "ALODINE 24H" : avoir mesuré manuellement une vitesse d'éjection le 27/10/22 de 6,6 m/s (pour un débit mesuré de 17307 m<sup>3</sup>/h). Il précise que "pourtant, le débit d'air extrait donné par le dossier de valeurs de référence de la cabine est de 24766 m<sup>3</sup>/h, ce qui donne une vitesse résultante de 9,5 m/s [...] cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- la cabine a été modifiée depuis la réception, par ajout d'un étage de filtration

- les conditions de mesure sont défavorables et donnent un résultat avec une forte incertitude."

- pour la cabine "S22" : "nous pensons que la mesure de la vitesse a été réalisée de manière incomplète. Le débit nominal théorique d'air extrait donné par le manuel technique de la cabine est de 52000 m<sup>3</sup>/h. La cabine étant équipée de 2 cheminées d'extraction, le calcul donne ainsi une vitesse d'éjection nominale de 11,35 m/s".

L'inspection des installations classées estime ces arguments irrecevables : la preuve de la conformité doit être apportée par une mesure réalisée sous accréditation. Le rapport de contrôle 2022 des rejets en CrVI des cabines indique d'ailleurs une vitesse débitante (dans la section de mesure) de la cabine "ALODINE 24H" de 6,5 m/s, donc toujours non conforme (la cabine S22 n'a pas été mesurée en 2022). Cette mesure a été réalisée sous accréditation.

Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir réalisé de nouvelles mesures de la vitesse qui seraient conformes (résultats non présentés en inspection).

Il est attendu que l'exploitant justifie par la mesure la conformité des vitesses d'éjection pour les cabines "S22" et "ALODINE 24H". En cas de non-conformité, il indiquera les actions correctives qu'il va mettre en œuvre pour un retour à la conformité. A défaut, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé.

#### **Constats :**

En réponse à la visite d'inspection précédente du 14 septembre 2023, l'exploitant a transmis le résultat des mesures réalisées le 07/06/2023 sur 7 cabines d'application de peintures, dont celle identifiée ALODINE 24H, renommée depuis ALODINE A350. La vitesse d'éjection est de 8.2 m/s pour un débit de 20940 m<sup>3</sup>/h démontrant un retour en conformité.

Toutefois, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport provisoire de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par la société APAVE entre le 24 et le 27 juin 2024.

Pour la cabine "ALODINE A350", la vitesse d'éjection est de 7.1 m/s pour un débit de 18130 m<sup>3</sup>/h, non-conforme de nouveau avec la réglementation applicable.

Cette nouvelle non-conformité au sein de cette cabine peut potentiellement être expliquée par la modification réalisée sur celle-ci avec l'ajout d'un étage supplémentaire de filtration, pouvant accentuer les pertes de charge et donc réduire la vitesse d'éjection des gaz en sortie. Il apparaît donc nécessaire de solliciter le fabricant de la cabine afin de recueillir son avis sur l'étage de filtration supplémentaire qui a été réalisé.

Concernant la cabine "S22", les valeurs pour les deux points de rejet sont conformes et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ L'exploitant met en place dans les plus brefs délais un plan d'actions d'identification des causes de variation de la vitesse d'éjection des gaz sur la cabine identifiée "ALODINE A350". Des actions sont mises en œuvre afin qu'en toutes circonstances la vitesse d'éjection des gaz soit conforme, soit supérieure à 8 m/s.

→ Il prend contact avec le fabricant des cabines de peintures ayant subi des modifications



(notamment avec l'ajout d'un ou plusieurs étages de filtration) afin que celui-ci puisse valider la réalisation de celles-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N°5 : Maintenance des filtres

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 60-§9-d et f

**Thème(s) :** Produits chimiques, Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

**Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023**

A l'issue de l'inspection du 08/09/22, il avait été indiqué à l'exploitant, concernant sa procédure de maintenance des filtres, qu'elle permet de mesurer le taux d'encrassement du plan filtrant en partie latérale des cabines pour programmer le remplacement des filtres mais ne donne pas d'indication concernant le respect des objectifs de 99 % de réduction (entrée/sortie) de chrome VI.

Aussi, il a été demandé à ce dernier qu'il apporte des éléments complémentaires permettant d'attester en quoi cette procédure donne cette garantie d'efficacité (preuve par une mesure de Cr VI entrée et sortie cabine par exemple puisque l'exploitant a indiqué que ces mesures ont été réalisées).

Par ailleurs, au cours de cette inspection, l'exploitant a évoqué la présence d'un filtre situé en aval du plan filtrant avant rejet à l'atmosphère (filtre "REACH" selon dénomination de l'exploitant). Il avait été demandé à l'exploitant de confirmer la présence de ce filtre et de compléter sa procédure qui n'évoque pas ce filtre le cas échéant.

Enfin, il a été demandé à l'exploitant de transmettre son planning prévisionnel d'installation de la mesure de l'encrassement du plan filtrant par système de pressostat sur les autres cabines de peintures du site dans lesquelles peuvent potentiellement être utilisées des peintures chromatées.

Dans son courrier du 21/08/23, l'exploitant a indiqué que "nous engageons une mesure permettant d'apprécier le pourcentage de réduction lors de la campagne d'autosurveillance en 2023".

La procédure de maintenance des filtres, commentée au cours de l'inspection, a été mise à jour.

Elle vise à l'objectif du respect des 99 % précité. Cette procédure fait apparaître l'utilisation de 4 types de filtre (2 pour le soufflage - 2 pour l'extraction) mais les schémas de principe dans cette procédure concernent uniquement les 9 cabines du bâtiment W4/W6. L'exploitant devra confirmer que cette procédure concerne également les 9 autres cabines du site susceptibles de mettre en œuvre des chromates (ZB12, WAVE 1 et 2, ALODINE A 350, K15, S22 1 et 2, R14 et local alodine Q16).

Concernant le planning prévisionnel d'installation de la mesure de l'encrassement du plan filtrant par système de pressostat, l'exploitant indique "suite au retour d'expérience sur le pressostat de la cabine 5, le planning de déploiement sera cadencé tout au long de l'année 2023 pour une entrée en service complète en 2024".

Il est attendu que l'exploitant indique précisément quelles cabines seront équipées de ce système à la fin 2024 sur les 18 cabines du site dans lesquelles peuvent potentiellement être utilisées des peintures chromatées. Par ailleurs, la preuve de l'efficacité de filtration du chrome VI à 99 % minimum (entrée/sortie de cabine), prescription découlant de l'autorisation "REACH", est à transmettre.

**Constats :**

En réponse à la dernière visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de la société APAVE du 27/10/2023 (réf : 100137593-001) relatif au contrôle de l'efficacité des filtres.

<p>Cette mesure, réalisée par échantillonnage sur une seule des cabines susceptibles de mettre œuvre des chromates, a été effectuée sur la cabine identifiée "W6 CH9".</p> <p>Le calcul réalisé démontre une efficacité des filtres de 98.3%, inférieure au 99 % prescrit par l'autorisation découlant de "REACH".</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de commenter ce calcul ni d'expliquer la méthode mise en œuvre pour arriver à celui-ci. Il semblerait que les 4 points pris en amont des filtres soient des prises d'ambiance de la cabine d'application de peintures et qu'une moyenne de concentration relevée ait été appliquée.</p> <p>Par ailleurs, les cabines du site étant différentes, cette efficacité n'est pas à considérer comme similaire et applicable à toutes les cabines susceptibles de mettre en œuvre des chromates.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ L'exploitant apporte, dans le délai d'un mois suivant la réception du présent rapport, les éléments permettant de faciliter la compréhension sur la méthodologie mise en place afin de mesurer l'efficacité des filtres dans les cabines susceptibles de mettre en œuvre des chromates.</p> <p>→ Cette mesure de l'efficacité des filtres doit être menée sur l'ensemble des cabines. Une tolérance peut être appliquée sur les cabines strictement similaires (même type et configuration).</p> <p>→ Enfin, si l'efficacité inférieure à 99 % est démontrée sur une ou plusieurs cabines, l'exploitant met en place dans les plus brefs délais un plan d'actions permettant d'atteindre cette valeur. Ce plan d'actions est accompagné de son échéancier de mise en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N°6 : Émissions atmosphériques de Chrome VI

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/03/2023, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Constat et demande issus de l'inspection du 14/09/2023</b></p> <p>Les résultats de la campagne d'analyse de 2022 ont été transmis avant l'inspection et commentés au cours de celle-ci.</p> <p>Les prélèvements pour cette campagne ont été réalisés pendant 24 H puis ramenés au temps d'application des peintures pour le calcul du flux de chrome VI émis. Ceci ne correspond pas à la méthodologie prescrite ci-dessus (prélèvements à effectuer uniquement pendant la phase d'application de ces peintures). Néanmoins, cette prescription est postérieure à la réalisation des mesures 2022 (AP du 02/03/23).</p> <p>Le flux global de chrome VI calculé par cette méthode est de 0,05 g/h. Il prend en compte le fonctionnement simultané de 6 cabines de peintures (sur les 18 du site pouvant utiliser des peintures chromatées) et de l'ensemble des centrales d'aspiration et porte sur le chrome VI particulaire et gazeux.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que la prise en compte de ces 6 cabines correspond bien à une situation de fonctionnement maximal simultané des cabines du site dans lesquelles sont mises en œuvre des chromates ;</li> <li>- que les prélèvements réalisés pour la campagne 2023 seront bien effectués uniquement pendant le temps d'application des peintures ;</li> <li>- que l'EQRS précitée sera bien réalisée au 02/11/23.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a commenté un tableau présentant le flux de Chrome VI en période d'activité à cadence maximale du site. Ce flux maximal a été dimensionné sur la base des résultats des contrôles de rejets atmosphériques réalisés en juin 2024.</p> <p>Ce flux est égal à 0.255 g/h et ne nécessite pas la réalisation d'une EQRS.</p> <p>Toutefois, ce dimensionnement n'a été réalisé que sur la base du nombre de cabines maximal en fonctionnement simultané.</p> <p>Les débits des différentes cabines étant substantiellement différents (de l'ordre de 18000 m³/h à 80000 m³/h environ), il est nécessaire que ce flux maximal soit corrélé à un débit de rejet maximal, qui n'intervient potentiellement pas lorsque le nombre maximal de cabines est en fonctionnement simultané.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ L'exploitant réalise un calcul de flux maximal d'émissions de chrome VI dans la configuration où le débit de rejet est maximal. Ce calcul est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>→ Si le flux est supérieur à 0.5 g/h, l'exploitant fait réaliser une EQRS complète telle que prescrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/03/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°7 : Plan de gestion des solvants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de COV</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un programme de réduction des émissions de COV à la source ayant notamment pour objectif de limiter la consommation annuelle en solvants à 200 t. Tout dépassement de ce seuil de consommation constitue une modification substantielle qui doit faire l'objet d'un dossier de demande d'autorisation [...]</p> <p>L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V tel que défini par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000. Ce schéma permet d'atteindre une valeur limite maximale de rejets de 66 T/an (à iso production 1999 = tonnage produit sur le site en 1999 soit 1230 tonnes) :</p> <p>Émission annuelle totale de COV année n * (tonnage produit en 1999 / tonnage produit année n) &lt; 66 tonnes.</p> <p>A partir de 2016, l'objectif est la diminution continue des émissions de COV en deçà de la valeur limite de 66 T/an (iso-production 1999) susvisée.</p> <p>[...] L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le PGS et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le PGS 2023. Celui-ci laisse apparaître une consommation annuelle en solvants inférieure à 200 t (80 t) et un respect de la valeur limite d'émission en COV à iso-production 1999 (49 t), avec des émissions réelles à l'atmosphère de 62 t (en diminution par rapport à 2021 : 67 t et 2022 : 63 t).</p> <p>Ramenée à la production, cette diminution des émissions réelles se traduit également par une diminution des émissions à iso-production 1999 entre 2022 et 2023 (passage de 52 t à 49 t). Cette diminution est en continuité avec celle déjà constatée entre 2021 et 2022 (passage de 55 t à 52 t). Bien que non réglementaire, l'exploitant a également présenté le calcul de "consommation de COV par tonne d'avion produite" : celui-ci démontre une diminution de 50 kg/t à 47 kg/t au cours de l'année actuelle. Ceci démontre une meilleure maîtrise des émissions de COV à production</p>

équivalente.

Des mesures de réduction de consommation de solvants ont notamment été mises en oeuvre en 2023 et 2024 :

- Changement des lingettes de DIESTONE DLS par des plus petites moins imprégnées,
- Test de remplacement du DIESTONE DLS par des produits moins solvantés, voire exempts de solvants pour le nettoyage des pistolets d'application de peinture,
- Test de mise en place d'une solution d'aspiration mobile au plus près de l'application du produit,
- Test de nouvelles peintures, exemptes de chrome VI, et à concentration en COV similaires à celles utilisées actuellement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant informera l'inspection des installations de toute nouvelle solution retenue permettant de réduire la consommation de solvants ou l'émission de chrome VI : substitution du DIESTONE DLS, changement de formulations des peintures, ...**

**Type de suites proposées :** Sans suite